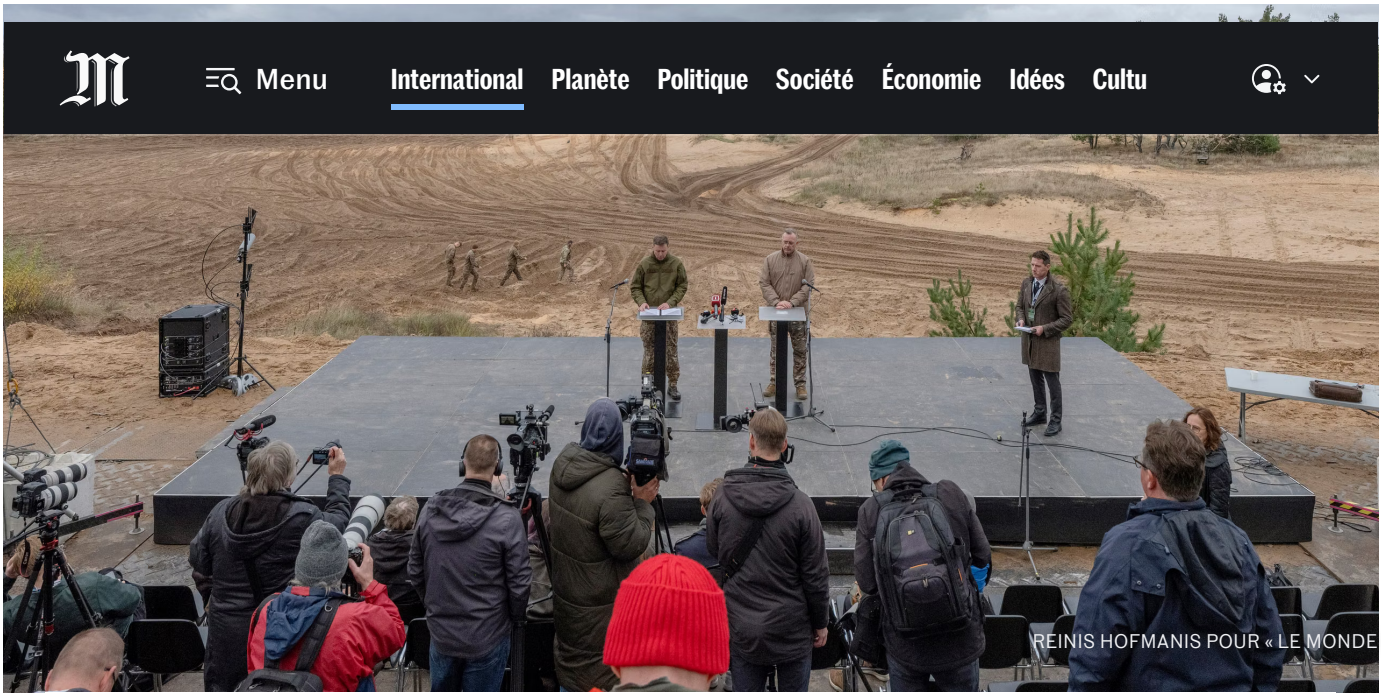


INTERNATIONAL • DÉFENSE

Le virage au forceps des alliés de l'OTAN vers des opérations militaires dopées à l'IA de Palantir

Par Elise Vincent (Adazi [Lettonie], envoyée spéciale)

Publié hier à 18h35, modifié à 05h46

Lecture 13 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article Lire plus tard

REPORTAGE | **Le 30 octobre, sur la base d'Adazi, en Lettonie, a été organisée une simulation grandeur nature de défense du**

territoire de l'Alliance atlantique, intégralement coordonnée par l'intelligence artificielle du système américain

Palantir. L'exercice a eu lieu dans le contexte d'une lutte impitoyable entre industriels de l'armement, licornes de l'intelligence artificielle et états-majors pour faire face à des changements majeurs sur le plan de la souveraineté et de la conduite de la guerre en Europe.

Sur l'une des plus grandes bases militaires du flanc est de l'OTAN, à Adazi, en Lettonie, deux univers qui se toisent depuis longtemps ont été amenés, de façon inédite, à entrer dans le vif du sujet de leur collaboration, du 19 au 30 octobre 2026. D'un côté, des forces en treillis : officiers étoilés, pilotes de chars, opérateurs de drones, transmetteurs en tout genre. De l'autre, des princes de la « DefTech », jean baskets en toutes circonstances, en passe de devenir les nouveaux maîtres jalousés de l'intelligence artificielle (IA) de la défense.

L'objectif se veut simple pour ce rendez-vous au milieu des forêts de conifères lettons, à près de 250 kilomètres de la frontière russe : démontrer à quoi pourrait ressembler une opération grandeur nature de défense de l'OTAN intégralement coordonnée par IA. Pour l'occasion, une savante mise en scène a été élaborée : une attaque de drones simulée. Au bout d'une piste cahoteuse, en surplomb d'un large terrain sablonneux, des tribunes ont été installées. A côté, deux écrans géants ont été dressés pour projeter tout ce qui, normalement, doit se passer dans le secret des *laptops*.

« Ceci est un scénario fictif (…)*, mais nos forces peuvent y être confrontées »*, lancent en duo des speakers chargés d'animer la simulation devant un panel d'industriels, investisseurs et autres gradés

triés sur le volet. Alors que les explosions se rapprochent, les dossiers de ciblage défilent sur les écrans. Un flux vidéo permet de superviser en parallèle le champ de bataille, grâce à des drones de surveillance qui quadrillent la zone d'opérations. Des chars déboulent pour une série de frappes sur une ligne de front dont l'analyse a été mise à jour en temps réel. Le tout pendant que des robots terrestres ravitaillent les blindés en

munitions et qu'un brancard autonome évacue un blessé vers l'arrière.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Cette démonstration aux airs de déjà-vu, directement inspirée du front ukrainien, illustre pourtant un paradoxe. Ce n'est *« ni un show »*, *« ni une opération de papier glacé »*, réfute son principal maître d'œuvre, l'amiral Pierre Vandier, 59 ans, chef du commandement suprême de l'Alliance atlantique chargé de l'innovation. Il s'agit, pour les alliés, d'une invitation formelle à *« accélérer »* afin de ne pas risquer d'être battus d'avance, considère cet ancien chef d'état-major de la marine française. A la différence de nombreux exercices militaires, la mise en scène proposée ne montre pas, ce jour-là, ce dont les alliés sont dotés, mais ce dont, au contraire, ils ne disposent – toujours – pas.

nçais Pierre Vandier (à droite), chef du commandement suprême de l'Alliance atlantique chargé de l'innovation, et le général d dans (à gauche), chef d'état-major des armées lettones, à Adazi (Lettonie), le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MO

« Nous sommes à la croisée des chemins », « il faut s'équiper pour dissuader », plaide un officiel de l'alliance inquiet face à l'expérience acquise par la Russie en Ukraine, même si Moscou apparaît relativement en retard par rapport à Kiev dans le domaine de l'IA militaire. Depuis 2023, les Ukrainiens disposent d'un système de fusion de données baptisé Delta, compatible aujourd'hui avec plus de 15 pays de l'OTAN. Mais, fin octobre, les alliés en étaient encore, eux, à chercher la bonne manière de coordonner leurs propres systèmes autour d'une plateforme dont tous savent qu'elle va demeurer incontournable pour leurs opérations militaires pendant les cinq prochaines années au moins : Maven, du géant américain Palantir.

Lire aussi | Delta, le système militaire aux mille yeux et mille oreilles qui donne une vision claire du champ de bataille à l'Ukraine

En mars 2025, le spécialiste du traitement de données hétérogènes s'est vu remettre, dans l'urgence faute de solutions européennes alternatives, les clés de tout le système de commandement des opérations de l'OTAN jusqu'en 2030. La décision a été entérinée par l'ancien chef des forces

alliées de l'Alliance atlantique, le général américain Christopher G. Cavoli, au vu de l'ampleur du retard européen et des risques de débordement du conflit ukrainien. Un choix aujourd'hui remis en cause.

Tournant industriel

Aucun expert ne s'aventure à critiquer, a posteriori, la supériorité technologique de la firme américaine. *« MSS »*, comme l'appellent les initiés, pour Maven Smart System, est utilisé depuis 2024 par le commandement central américain et est unanimement jugé extrêmement performant. Mais, après des mois de tensions avec l'administration Trump, sur à peu près tous les sujets de sécurité en Europe (retrait des troupes, annexion du Groenland…), un certain nombre de pays, la France en tête, ont commencé à se montrer désireux de reprendre la main sur le sujet sensible de leur souveraineté. La coupure brutale, en juin, par Washington, de l'accès aux derniers modèles de pointe d'IA d'Anthropic (Claude Fable 5 et Mythos 5) a aussi provoqué un traumatisme. *« Il y a eu un avant et un après »*, admet une source sécuritaire.

La quête d'un compromis technologique pour réussir à interconnecter Maven – pleinement opérationnel depuis l'été – à l'ensemble des réseaux de commandement militaire alliés s'est ainsi retrouvée au cœur de l'exercice atypique échafaudé par l'OTAN, en Lettonie. Jamais, en cinq éditions, cet événement, baptisé Fuse, d'ordinaire réservé à des sujets d'interopérabilité de niche entre les systèmes militaires alliés, n'avait suscité autant d'intérêt. Preuve du rôle désormais crucial des algorithmes dans les ordres de bataille, mais aussi du tournant industriel, éthique et géopolitique dont ce rendez-vous est devenu l'un des symboles. *« L'OTAN doit être capable de mener des opérations de combat de manière unifiée »*, martèle encore l'amiral Pierre Vandier.

La tente d'état-major depuis laquelle ont opéré les ingénieurs de Palantir pour orchestrer la simulation avec le système Maven, sur la base militaire d'Adazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Dans ce contexte éruptif, où tout s'est accéléré en quelques mois, sur la base d'Adazi, les ingénieurs de Palantir font profil bas. Lors de la démonstration, une tente d'état-major leur a été réservée derrière les gradins, avec, à côté de l'entrée, un écriteau portant la mention *« Decision superiority »*. Même chose pour les officiers du quartier général de l'OTAN, affectés depuis 2025 au déploiement de Palantir au sein de tout l'écosystème de l'Alliance atlantique. Seul leur écusson *« task force Maven »*, fixé au Velcro à l'épaule de leur uniforme, permet à un œil attentif de les identifier.

Pour tenter de briser la glace et d'inciter au *« networking »*, les équipes de l'OTAN ont bien aménagé une salle de conférences, avec lumière tamisée et musique d'ascenseur, dans l'un des bâtiments de cette base en pleins travaux d'agrandissement sous la pression russe. Ici, des ballets de bulldozers défrichent le terrain sur des kilomètres, tandis qu'industriels et militaires sont incités à échanger autour de rangées de mange-debout en guise de stands. Dans ce décor de Far West teinté d'espionnage technologique, il reste toutefois peu de place pour les grandes confidences.

Données les plus sensibles

La version de MSS déployée en Europe est *« une version adaptée au cadre d'emploi de l'OTAN »*, tempère Pierre Lucotte, directeur général délégué de Palantir France, en montrant avec tact comment fonctionne sa plateforme. MSS n'est, à première vue, qu'un simple organisateur de

bureau ergonomique avec des onglets permettant, en quelques clics, d'avoir une vue d'ensemble sur un très grand nombre de flux de renseignements, de cibles, d'armements et de leurs stocks. Mais Maven est évolutif et s'adapte en fonction des applications qu'on lui adjoint, comme la visualisation 3D à la demande, démontre-t-il aussi sous le halo d'une petite lampe de bureau, seul éclairage autorisé sur chacun des stands.

En pratique, Maven est capable d'aider à monter un dossier de ciblage complet en moins d'une heure, voire en quelques minutes seulement en situation d'urgence, alors qu'il aurait fallu, auparavant, jusqu'à plusieurs heures ou jours pour parvenir au même résultat. C'est grâce à ce système que le Pentagone a pu brandir le chiffre ébouriffant de 13 000 cibles neutralisées en moins de quarante jours, après le lancement de la campagne de frappes contre l'Iran, entre février et mars 2026. En 2023, le 18e corps aéroporté, une cellule d'artillerie d'environ 20 personnes utilisant la version américaine de Maven, avait effectué, lors d'exercices militaires, un travail qui, à l'époque de l'invasion de l'Irak de 2003, avait requis plus de 2 000 soldats, d'après une étude du Centre pour la sécurité et les technologies émergentes.

à droite, les drones MTS-05 et MTS-40, et un appareil de lutte antidrone JWI-4000, fabriqués par l'entreprise tchèque LPP Ho ettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Comme dans tous les systèmes d'aide à la décision, ainsi que les appellent les experts, les risques de dommages collatéraux sont néanmoins pris en compte. Sur le stand concurrent de Thales, situé à moins de deux mètres de celui de Palantir, on insiste ainsi pour montrer que la solution de l'industriel français permet à l'opérateur chargé du ciblage de déterminer l'arme avec laquelle il souhaite agir, puis, d'un simple coup d'œil sur un logo passant du rouge au bleu, de s'assurer qu'il a été validé par un *« polad »* (*« political advisor »*, ou conseiller politique) et un *« legad »* (*« legal advisor »*, ou conseiller juridique). Ce dernier étant spécifiquement chargé d'évaluer les risques et leur conformité avec le droit des conflits armés.

Au sein de la plupart des états-majors, les réticences à basculer rapidement vers Maven sont toutefois moins liées à des considérations éthiques qu'aux enjeux de partage des données les plus sensibles. La majorité des industriels sur les rangs pour leur fournir des alternatives ont donc développé des solutions dites *« data centric »*, qui permettent, en principe, de cloisonner les échanges en fonction des missions et de

préserver ainsi le *« droit d'en connaître »*. En cas de déclenchement d'une opération, la validation finale des cibles reviendra au commandement de l'OTAN, équipé de Maven. Chez Thales, on a ostensiblement choisi de dénommer le bouton nécessaire à cet accord final *« push to Palantir »* (« transmettre à Palantir »).

Violente recomposition

Outre les enjeux de souveraineté, le grand chambardement à l'œuvre au sein de l'OTAN, pour accélérer le rapprochement entre opérations militaires et algorithmes, porte en germe la possibilité d'une violente recomposition des équilibres industriels en Europe. Et ce avec des cibles toutes désignées : les *« primes »*, les grands groupes industriels de défense. Notamment ceux qui avaient l'habitude de régner sur le domaine des communications militaires, au premier rang desquels le fleuron français Thales.

A l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis depuis quelques années, ces *« primes »* font désormais face à toute une nouvelle génération de jeunes ingénieurs start-upers rompus à la maîtrise des entrailles de l'IA. Une génération venue souvent à reculons sur les sujets de défense, mais qui affiche aujourd'hui la foi des convertis, se montre soucieuse de souveraineté et persuadée que l'avenir lui appartient. Et ce, grâce à des *business models* essentiellement basés sur des architectures ouvertes et modulaires, là où les *« intégrateurs »* historiques comme Thales ou l'italien Leonardo doivent bousculer leurs superstructures et se retrouvent en difficulté.

sionnels du secteur de la défense et des journalistes assistent à une simulation de champ de bataille, sur le terrain d'entraînem
ıdazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Dans ce nouveau monde de la DefTech, en France notamment, fini les locaux excentrés et glacials des ténors de l'industrie de défense. Terminé les déjeuners en costume sombre dans les salons privés d'entreprise, on se donne rendez-vous dans des cafés-pâtisseries où l'on peut boire des matchas glacés entre la place de la Bastille et la place de la Concorde à Paris. Les plus discrets apprécient l'intimité des hôtels particuliers, d'autres assument le baby-foot dans l'*open space*, la cafétéria aux décors acidulés. Certains ont même installé leur atelier de drones en plein Paris, dissimulé entre deux boutiques éphémères.

Dans les rangs de l'exercice Fuse organisé en Lettonie figure ainsi la licorne française Mistral AI. Malgré son nouveau statut d'icône de la

DefTech européenne, elle a accepté de se mesurer à Palantir et à d'autres compétiteurs. Ses jeunes ingénieurs d'à peine 30 ans, en sweat évasé, ont fait le choix de présenter au banc d'essai un simple LLM. Un « grand modèle de langage » à base d'IA, capable de rendre Palantir *« interopérable »* avec n'importe quel autre système de commandement d'état-major allié, tout en préservant la confidentialité des données. Une

solution qui a instantanément emporté l'enthousiasme des participants. Tout comme le LLM d'une autre licorne de l'IA présente ce jour-là, la canadienne Cohere.

« C'est pire qu'un trail »

Dans cette ambiance à couteaux tirés, le jeu de la confrontation avec Palantir offre une opportunité en or pour ces jeunes concurrents. Il s'agit aussi d'une aubaine pour la firme américaine, qui peut apporter la preuve que son système n'est pas entièrement verrouillé. L'exercice apparaît cependant comme une épreuve de contrition pour un géant comme Thales, qui a présenté, quelques semaines plus tôt, à Paris, une solution envisagée comme une alternative complète à Maven lors d'une tonitruante conférence de presse. Baptisée « Hexaforce », cette solution a pu faire la preuve de son interopérabilité avec Palantir, en Lettonie, mais à condition que le LLM de Mistral fasse l'interface entre les deux.

Dans ce grand branle-bas de combat pour la mainmise sur les systèmes d'aide à la décision militaire – « DSS », comme on les appelle dans le jargon –, la course est brutale et imprévisible. *« C'est pire qu'un trail, on ne sait jamais où est la ligne d'arrivée, et il y a des intersections partout »*, admet un acteur d'une société du secteur. *« Le rapprochement croissant entre les acteurs technologiques et les institutions militaires constitue l'un des bouleversements majeurs de la décennie en matière de conception de la guerre »*, résumait récemment Laure de Roucy-Rochegonde, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, en introduction à une longue note intitulée « Le virage militaire de la tech ».

Un drone de surveillance sur le stand de DefSecIntel, une entreprise estonienne proposant une solution à base d'intelligence artificielle pour agréger sur des véhicules des données issues de capteurs, et ainsi mieux lutter contre les attaques de drones, à Adazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Sur la base militaire d'Adazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Le 11 novembre, la licorne Helsing, basée à Munich (Bavière) et très poussée par l'Allemagne, a ainsi surpris tout le petit monde de l'IA. Lors

d'une conférence de presse sur le modèle de celle des empereurs américains de la tech, avec scène sur fond noir, dirigeant en micro-cravate et polo col rond, elle a levé le voile sur sa propre solution, baptisée Clarity. Une plateforme similaire, là encore, à ce que fait Hexaforce de Thales mais qui se présente comme *« conçue dès l'origine autour de l'IA »*. Reste à savoir si les états-majors européens oseront

s'émanciper de leurs architectures numériques nationales. Celles bâties jusqu'à présent par le *« pouvoir sans visage »* de l'industrie de défense traditionnelle, comme l'avait qualifiée, au début des années 1990, le premier directeur général de la sécurité extérieure, Pierre Marion, dans un essai abrasif, *Le pouvoir sans visage. Le complexe militaro-industriel* (Calmann-Lévy, 1990). C'est en tout cas l'un des enjeux, admettent en coulisses un certain nombre de décideurs.

La ruée vers les plateformes de fusion du renseignement à base d'IA est à interpréter à l'aune des longues années de misère technologique que les milieux militaires n'ont jamais osé dénoncer trop fort. Au sein de l'armée de terre française, nul ne cache plus l'amertume née des presque dix ans d'errance du système SIA C2, qui devait équiper tous les postes de commandement des brigades, divisions et corps d'armée. Il était développé par Thales et Sopra Steria, mais il a fallu l'abandonner en catastrophe, en 2025, alors que des lacunes s'accumulaient. *« Il y avait un risque d'exposer les troupes s'il y avait un déploiement en Ukraine »*, tempête un familier de ces sujets. La France a dû se rabattre au pied levé sur une solution du danois Systematic, appelée SitaWare.

Lire aussi | Aux Etats-Unis, la demande de capitaux pour l'IA et la défense provoque un début de crise de la dette

Après quinze ans de retard et de dépassements budgétaires, l'OTAN a aussi décidé, en 2025, de rompre brutalement avec Thales pour son logiciel de commandement des opérations aériennes et de se tourner vers une solution qui pourrait être américaine. Bien que le géant français soit de nouveau sur les rangs, il a désormais face à lui Palantir et Anduril, le nouveau leader de l'IA embarquée américaine. La compétition pour l'obtention du marché doit aboutir en 2027. Alors que les Etats-Unis ont capté près de 75 % du capital-risque mondial investi dans la DefTech, avec

quelque 50 milliards en 2025 – contre 8,5 milliards pour l'Europe –, la course technologique devient très difficile à suivre pour les entreprises européennes, si expérimentées soient-elles.

« On vient de très très loin »

Le risque d'aboutir à *« moins d'Amérique, mais plus de contrôle »* est réel, reconnaît une figure militaire française sous couvert d'anonymat. *« Le vrai sujet, ce n'est toutefois pas la souveraineté en tant que telle, mais quel renseignement utile vous produisez, avec quelles données, et à quelles fins opérationnelles »*, avance-t-elle, rappelant l'écrasante domination du renseignement américain partout dans le monde, grâce à ses innombrables satellites, ses antennes et ses investissements massifs dans le cyber, porté par la puissance du droit extraterritorial des Etats-Unis. Comme d'autres, ce spécialiste considère qu'il faut cesser la bataille frontale de la souveraineté et chercher des voies plus pragmatiques de contournement. *« On vient de très très loin. Si on ne traite pas ce sujet de cette manière-là, on va se ringardiser »*, prévient-il.

Des drones de surveillance volent en formation, sur le terrain d'entraînement de la base militaire d'Adazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Dans ce paysage inquiet, les fabricants de drones sont particulièrement courtisés et remplissent les stands des salons d'armement. A Adazi, ces coqueluches de la DefTech représentent une bonne part des industriels présents, au coude à coude avec les officiers curieux de découvrir leurs solutions. Les dronistes sont les nouveaux « yeux » des Européens en Ukraine ou en Russie, dans le cadre des frappes dans la profondeur. Certains travaillent d'ailleurs en collaboration avec les directions techniques des services de renseignement. Des fournisseurs de données brutes, en somme, dont le système Maven de Palantir est avide, car il n'en dispose pas en propre.

Lire aussi | Faire la guerre avec l'IA ? Pour l'Ukraine, un cas de conscience moral et politique

A chacun son style dans cette bataille indirecte pour la préservation de pans de souveraineté. Dans les allées de l'exercice Fuse, en Lettonie, une jeune entreprise française, Alta Ares, a suscité par exemple beaucoup d'intérêt. Chez ces jeunes loups, dont plusieurs ont un passé opérationnel ou de réserviste, on estime *« faire partie des révolutionnaires »*, appartenir à la *« génération 2014 »* – allusion à l'année de l'annexion de la Crimée par la Russie –, et on martèle : *« Notre âme est européenne ! »* Très soutenus par l'ensemble de l'écosystème de défense français et otanien, en novembre, ils ont obtenu le Graal : faire partie du très sélect « catalogue » officiel de solutions antidrones certifiées OTAN, achetables sur étagère par les pays de l'Alliance.

Le domaine de la lutte antidrone est l'une des urgences opérationnelles de l'OTAN et, là encore, Maven en est le pilier annoncé. Le nombre

de l'OTAN et, là encore, Maven en est le pilier annoncé. Le nombre d'intrusions imputées à la Russie sur le flanc est (survols suspects, débordements accidentels, débris, déviations sous l'effet du brouillage, etc.) est passé de moins d'une dizaine par an en 2022 à plus de 90 depuis le début de l'année. Or, pour les contrer, les ingénieurs de l'Alliance atlantique sont déjà entrés dans une phase active de tests et de déploiements de différents systèmes de neutralisation le long des 1 800 kilomètres de frontière avec la Russie.

Dans la salle de conférences installée dans un bâtiment de la base militaire d'Adazi, en Lettonie, le 30 octobre 2026. REINIS HOFMANIS POUR « LE MONDE »

Ce casse-tête technique s'inscrit dans un projet plus vaste encore : EFDI, qui signifie « initiative de dissuasion du flanc oriental », sur lequel une forte confidentialité est entretenue. Et pour cause, EFDI est pensé comme une forme d'immense mur invisible capable, à terme, de mêler les systèmes de défense antidrone en cours de déploiement à un grand nombre d'unités robotisées aptes à surveiller une zone tampon entre la Russie et les pays du flanc est de l'OTAN. EFDI a aussi été testé au Royaume-Uni, en septembre 2026.

« On ne peut pas faire la guerre au rythme de la bureaucratie », a lâché l'un des speakers, lors de la démonstration initiale de Palantir, face au champ de bataille présenté à Adazi comme la *« ligne de front »*. A ce stade, l'OTAN

de bataille présente à Adazi comme la « *ligne de front* ». A ce stade, l'OTAN n'a fixé aux alliés aucune échéance précise pour se doter de solutions compatibles avec Maven. Aucune évaluation publique du coût des investissements nécessaires n'a non plus été dévoilée mais, de leur côté, les Etats-Unis ont d'ores et déjà budgétisé 2,3 milliards de dollars, rien qu'en 2027, pour que Maven devienne la colonne vertébrale de commandement de toutes leurs forces. Le haut commandement de l'OTAN souhaite par ailleurs qu'un *« cloud de combat »* soit prêt pour l'été 2027.

« Il faut rétablir l'avantage », insiste de son côté le chef des forces armées lettones, le général de division Kaspars Pudans, alors que son pays fait partie des laboratoires de toutes ces évolutions technologiques depuis le début de la guerre en Ukraine. D'Adazi à Paris, malgré une montée en puissance militaire d'ores et déjà difficile, les alliés risquent donc de ne pas avoir d'autre choix que de suivre le mouvement. Au risque, si les circonstances l'exigent, de se voir imposer l'acquisition de solutions techniques en urgence, Maven en tête. Ne serait-ce que pour être capables de combattre au même rythme en coalition.

Avantage Abonnés

Cet article vous a intéressé ? Offrez-le à un proche.

Votre abonnement vous permet d'offrir jusqu'à 5 articles par mois.

Offrir l'article

Elise Vincent

Adazi [Lettonie], envoyée spéciale